

## BREXIT : J-15

### Dernière ligne droite... pour ceux qui roulent à gauche ?



***Bien que la Cour Européenne de Justice ait permis au Royaume Uni de sortir par le haut en annulant le Brexit sans l'accord des autres nations, nos amis anglais persistent dans des scénarios qui pourraient in fine leur coûter bien plus que les 39 milliards £ envisagés.***

Nous n'avons jamais été aussi proches de l'échéance... et autant dans le flou quant au dénouement de cette série politico-médiatique. Entre les promesses d'un nouvel accord, la proposition d'un report ou la solution d'un second referendum, les dirigeants anglais et leurs homologues perdent peu à peu le sens des réalités, à défaut de vouloir perdre la face.

Après avoir voté contre la motion d'approbation d'accord (mardi 12), contre la sortie de l'UE sans accord (mercredi 13), les parlementaires britanniques se sont prononcés pour un report de la date de sortie (initialement fixée au 29 mars). Un sursis de quelques mois (a priori fixé à fin juin 2019) qui devrait 'presque certainement' être l'unique.

Ce prolongement n'augure rien de bon sinon de laisser perdurer une situation de confusion et de doute. Pour les acteurs économiques, et plus encore les institutions financières, un tel manque de visibilité n'est pas acceptable. C'est pourquoi les principaux établissements, notamment américains, ont pris les devants et revu leur positionnement européen afin d'assurer la continuité de leur activité. Contrairement aux tergiversations politiciennes, de telles décisions sont muries, calculées et irréversibles.

Même en cas de Brexit dur, les échanges financiers entre le Royaume Uni et l'Union Européenne resteront considérables, mais ils deviendront plus difficiles et plus coûteux. Cette nouvelle donne sera avant tout bénéfique aux plus grands établissements pour qui l'adaptation de leur modèle dans cette zone sera plus facile à réaliser, car ils passent déjà au-delà des frontières. Ces acteurs majeurs de la City ne pourront pas se couper d'un accès au marché

unique malgré quelques nouveaux frottements et se réorganiseront pour se conformer aux règles définies par Bruxelles.

Quelle que soit la destination choisie, les investissements ont déjà été lancés pour relocaliser un certain nombre de postes dans des centres de booking sur le continent (existants ou à créer). De tels transferts sont relativement fréquents pour des BFI dont l'organisation évolue souvent... Quoique cette fois dans un timing et une configuration qui ne sont pas clairs, pas dictés par de stricts intérêts 'client centric'.

Il s'agit en effet de prendre en compte les dimensions classiques d'un chantier de migration :

- Financière (maintien voire développement des revenus vs maîtrise des coûts)
- Organisationnelle (entité et gouvernance adaptées aux nouvelles activités)
- Opérationnelle (outils, chaînes de traitement et équipes associés au traitement des opérations)
- Réglementaire (prise en compte du cadre juridique local)
- RH (déménagement et adaptation des contrats de travail)
- Logistique (espaces de travail, informatique...)



Mais aussi des volets plus spécifiques liés à ce divorce :

- Remise en question de la protection sociale européenne, du permis de travail et de la libre circulation des travailleurs
- Perte de la couverture sociale des salariés (retraite, emploi, santé) au moment de leur sortie du Royaume Uni, à compenser par des systèmes d'assurance financés par leur entreprise
- Perte de droits pour les salariés (sauf si la Grande-Bretagne venait à rejoindre l'Espace Economique Européen qui permet à ses membres de bénéficier de la libre circulation des personnes)
- Contingences liées aux déplacements entre UK et UE, aux paiements par carte bancaire ou aux permis de conduire

Des impacts considérables sont donc à prévoir des 2 côtés de la Manche, que ce soit à la fin du 1er ou du 2e trimestre !

Apparemment difficile à comprendre pour des gens qui ont toujours voulu agir différemment des autres et qui se retrouvent piégés à leurs propres paradoxes. Et dont la schizophrénie fait progressivement passer d'un pessimisme ambiant à un véritable climat d'anxiété

Côté Paris, nous l'avons évoqué précédemment, la concurrence va inévitablement s'accroître, tant dans l'immobilier (immeubles de bureaux bien localisés) que dans les ressources qualifiées (compétences dans les opérations de marché, d'origination et de structuration, de gestion de portefeuilles...). D'autant plus que la récente chute de la livre sterling (d'environ 15% par rapport à l'euro) rend les salaires londoniens beaucoup moins compétitifs.

A suivre (dès la sortie du tunnel)...

## À PROPOS DE CAPTEO

CAPTEO est un **cabinet de conseil en Stratégie, en Organisation et Management**, dédié à l'industrie financière et aux marchés financiers. Cabinet de référence dans le secteur, nous accompagnons nos clients depuis plus de 12 ans dans leurs réflexions stratégiques, dans la mise en œuvre de leurs projets de transformation et l'amélioration de leurs performances. Nos consultants se tiennent à votre disposition pour analyser les impacts d'une décision d'implantation ou de relocalisation sur un nouveau territoire (aspects stratégiques, financiers, organisationnels, opérationnels et juridiques, réglementation des services financiers...) et vous accompagner en France comme à l'étranger.

